



EMPLOI-QUÉBEC

BILAN ANNUEL DES RÉSULTATS
2013-2014

Nord-du-Québec



Québec 

BILAN ANNUEL DES RÉSULTATS

2013-2014

EMPLOI-QUÉBEC
DU NORD-DU-QUÉBEC

Direction

Renée Claude Baillargeon
Directrice régionale

Isabelle Steinmetzer
Directrice du Soutien aux opérations et des Services administratifs par intérim

Coordination, analyse et rédaction

Serge Boulanger
Analyste du marché du travail

Mise en page et révision

Marjolaine Daigle
Adjointe exécutive et responsable des communications

Maryse Lapointe
Technicienne en administration

Ce document peut être consulté sur le site Internet d'Emploi-Québec du Nord-du-Québec :
<http://www.emploi.quebec.gouv.qc.ca/regions/nord-quebec/publications>

Note : Dans ce document, le masculin désigne généralement autant les hommes que les femmes et est utilisé dans le seul but d'alléger le texte et les tableaux.

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Canada, 2014
ISSN 1916-2251 (version imprimée)
ISSN 1916-226X (PDF)

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2014
ISBN 978-2-550-71092-9 (version imprimée)
ISBN 978-2-550-71095-0 (PDF)

Aujourd'hui, c'est avec beaucoup de fierté et de satisfaction que nous déposons notre Bilan annuel des résultats d'Emploi-Québec du Nord-du-Québec. Les membres du Conseil régional des partenaires du marché du travail (CRPMT) ainsi que le personnel d'Emploi-Québec peuvent se réjouir des travaux réalisés durant cette année.

Cette dernière année du cycle de planification triennale d'Emploi-Québec 2011-2014 a été l'occasion de poursuivre les stratégies d'action retenues dans la région. Les interventions d'Emploi-Québec au Nord-du-Québec ont été plus que jamais nécessaires auprès des individus et des entreprises : près de 1 017 personnes ont participé à nos programmes et mesures, plus de 515 ont réintégré le marché du travail et près de 181 entreprises ont bénéficié de subventions ou d'aide-conseil dans le cadre de leur gestion des ressources humaines. Toutes ces interventions rejoignent notre mission qui est de développer l'emploi et la main-d'œuvre ainsi qu'à lutter contre le chômage, l'exclusion et la pauvreté dans une perspective économique et sociale.

Nous profitons de cette tribune pour remercier l'ensemble des partenaires et le personnel d'Emploi-Québec qui ont contribué à l'atteinte de nos résultats et nous vous souhaitons une belle lecture.

Si vous avez des questions, n'hésitez pas à communiquer avec nous.

La directrice régionale,

La présidente du CRPMT,

Renée Claude Baillargeon

Michèle Perron

Table des matières

MESSAGE DE LA DIRECTRICE RÉGIONALE ET DE LA PRÉSIDENTE DU CRPMT DE LA JAMÉSIE.....	1
BILAN DU MARCHÉ DU TRAVAIL EN BREF	3
BUDGET D'INTERVENTION DU FONDS DE DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ DU TRAVAIL (FDMT)	4
RÉPARTITION DU BUDGET RÉGIONAL INITIAL ET DU BUDGET RÉEL PAR MESURE POUR 2013-2014.....	5
BILAN DES RÉSULTATS 2013-2014.....	10
ORIENTATION 1 : PRÉVENIR LES EFFETS DE LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL ET SOUTENIR LA CROISSANCE DE L'EMPLOI PAR L'AJUSTEMENT DE L'OFFRE DE SERVICE	11
ORIENTATION 2 : FAVORISER LA PARTICIPATION ACTIVE AU MARCHÉ DU TRAVAIL ET L'EMPLOI DU PLUS GRAND NOMBRE DE PERSONNES	12
ORIENTATION 3 : CONTRIBUER À L'AMÉLIORATION DE LA PRODUCTIVITÉ ET DE LA CAPACITÉ D'ADAPTATION DES ENTREPRISES AUX CHANGEMENTS.....	14
ORIENTATION 4 : OFFRIR LES SERVICES DE SOLIDARITÉ SOCIALE DANS UNE PERSPECTIVE D'INSERTION EN EMPLOI ET SOUTENIR LA MOBILISATION DES MILIEUX EN FAVEUR DE LA SOLIDARITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE, TOUT EN ACCORDANT UN SOUTIEN DU REVENU AUX PERSONNES QUI BÉNÉFICIENT DES DIVERS PROGRAMMES D'AIDE FINANCIÈRE.....	16
ORIENTATION 5 : REVOIR ET OPTIMISER LE PARTENARIAT, LES PROCESSUS DE TRAVAIL, LA PRESTATION DE SERVICES ET L'ORGANISATION TERRITORIALE D'EMPLOI-QUÉBEC.....	19

Selon l'ISQ, la situation au Québec en 2013 n'est pas des plus étincelantes. En effet, après une augmentation de 1,5 % en 2012, la croissance réelle de l'économie n'a été que de 1,1 %. La cause première serait un manque de confiance des investisseurs pour les fonds propres. Quand l'accent est mis sur le Nord-du-Québec et la Côte-Nord², on se rend compte que l'emploi n'a pas trop évolué et croît au même rythme que l'ensemble de la province. Le niveau d'emploi a augmenté de 2 points de pourcentage pour s'afficher à 52 200 emplois. Même avec cette création de 1 000 emplois, le taux de chômage, supérieur à celui du Québec, a augmenté à 7,9 % du fait de l'accroissement plus rapide de la population active. Par ailleurs, le taux d'activité de la région a connu une hausse de 1,4 % pour ainsi s'articuler autour de 62,4 %. Bien qu'en étant l'une des 6 régions à connaître une amélioration du taux d'emploi, on ne saurait omettre de mentionner cet accroissement timide de 1 % du Nord-du-Québec et de la Côte-Nord pour se placer à 57,4 %. Les moins de 25 ans représentent la minorité quant à leur participation active sur le marché du travail alors que les aînés (55 ans et plus) eux, montrent des signes de contraintes qui leur sont propres (24,9 %). Aucun changement dans le taux de chômage n'a été répertorié pour ces deux groupes depuis l'année dernière. Aussi, cet indicateur peint une situation plus précaire pour les hommes qui accusent un écart de 4 % de plus par rapport aux femmes, soit 9,7 %.

En 2013, les régions ressources³ fournissent 9,2 % de l'ensemble des emplois du Québec. Cette année a été plus pénible que la précédente pour ces régions qui ont connu une baisse de régime, alors que le Québec inscrivait une hausse de l'emploi de 1,2 %. Au plan sectoriel, une baisse effective du secteur de la production de biens a touché l'ensemble de ces régions. Dans la Côte-Nord et le Nord-du-Québec, l'activité dans ces industries s'est repliée de 1,2 %. Ce recul provient surtout des pertes d'emploi (-24,5 %) du secteur primaire en lien avec une importante diminution de l'investissement minier et de la construction. La chute de la construction (-0,3 %) survient après une recrudescence en 2012. Ce secteur est toutefois encore agrémenté par le prolongement de la route 167 vers les monts Otish. Inversement, la fabrication est en nette progression avec ses 6 000 emplois. Cependant, avec la relance attendue du Plan Nord, la situation minière est appelée à changer, car un taux de croissance annuelle de 3 % et plus est à envisager. Le secteur de la foresterie demeure instable étant donné que la relance se fait toujours attendre. Dans cette même optique, la relance de l'usine de papier « Fortress Paper » n'a pas eu le résultat escompté.

Parallèlement, on remarque une variation significative du secteur des services avec 6,2 % d'emplois de plus que l'année 2012. C'est un secteur dont l'attrait prometteur vient rehausser la région en termes de compétitivité. Des mutations importantes ont été enregistrées dans les grands secteurs comme celui de la production (2,2 %) et celui de la consommation (21,8 %). En effet, on note une augmentation du niveau d'emploi pour les secteurs du commerce de gros et de détail ainsi que du transport et entreposage.

¹ Le Bilan annuel des résultats 2013-2014 couvre la période du 1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014, tandis que le Bilan du marché du travail couvre le calendrier civil de janvier à décembre 2013.

² Les données pour ces régions proviennent de l'EPA et sont des moyennes annuelles.

³ Il s'agit des régions de l'Abitibi-Témiscamingue, du Bas-Saint-Laurent, de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Cependant, l'industrie de l'hébergement et restauration suit une détérioration lente depuis plusieurs années, même après une remontée encourageante en 2011.

La diminution du nombre des prestataires de l'assurance-emploi, de l'aide financière de dernier recours ainsi que la diversification des caractéristiques de la population active des régions jumelées de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec incite Emploi-Québec à se questionner sur les moyens à mettre en avant afin de mieux répondre aux besoins de la population. La croissance dans les différents secteurs d'activité économique, en particulier celui des services qui privilégie la majorité des postes, se veut fondamentale dans la mesure où les compétences recherchées seront professionnelles et exigeront au moins un diplôme d'études collégiales.

Budget d'intervention du Fonds de développement du marché du travail (FDMT)

Pour l'exercice 2013-2014, le budget initial s'établissait à 2 818 400 \$. Cependant, il faut préciser que le budget d'intervention s'est vu octroyer des enveloppes budgétaires supplémentaires du MESS (non récurrentes) de l'ordre de 2 023 874 \$, portant le budget final d'intervention 2013-2014 à 4 842 274 \$. Ces fonds additionnels ont été alloués notamment pour soutenir la réalisation de 5 projets particuliers; deux projets majeurs (PM) de formation avec l'Administration régionale Kativik (ARK), un projet économique d'envergure (PEE) avec une minière et 2 ententes de Concertation pour l'emploi (CPE) avec l'Administration régionale cri (ARC) et l'Administration régionale Kativik (ARK). À eux seuls, ces projets représentent une somme de 1 361 772 \$, soit 30 % des déboursés totaux d'intervention du Fonds de développement du marché du travail (FDMT). Ces sommes ont permis de réaliser des projets régionaux visant des activités de formation de la main-d'œuvre, de soutien à la mise sur pied d'un service de ressources humaines et de soutien de consultants en gestion des ressources humaines.

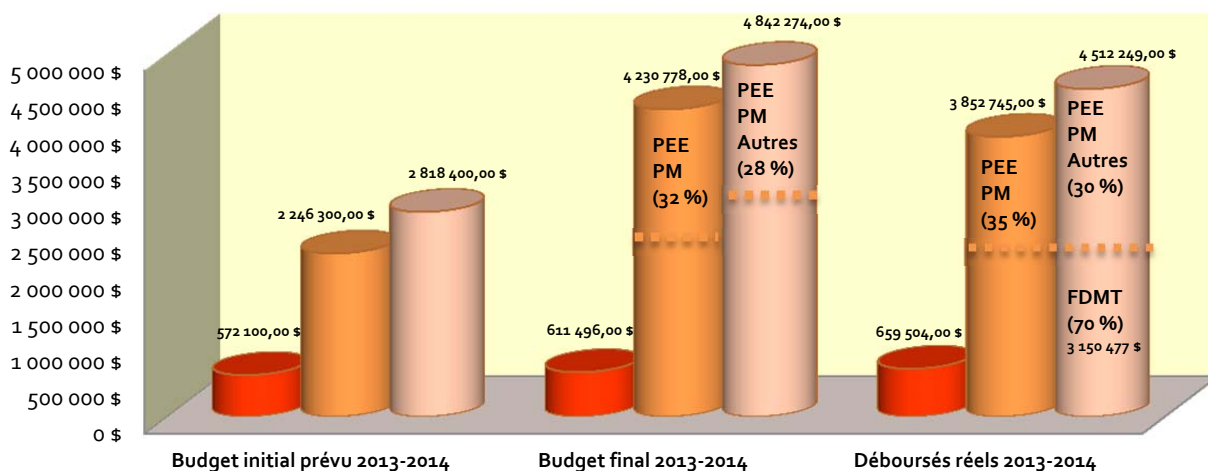
- Le budget final alloué pour les interventions du FDMT au Nord-du-Québec fut 72 % plus élevé que prévu considérant les fonds complémentaires attribués par la Direction du budget d'Emploi-Québec pour les projets particuliers dans le cadre du Plan Nord.

Emploi-Québec du Nord-du-Québec a administré le FDMT 2013-2014 comme suit :

- Les déboursés réels totalisent 4 512 249 \$, soit 93,2 % du budget final incluant les Projets économiques d'envergure (PEE) et les Projets majeurs (PM) qui comptent pour 30 % alors que 70 % des déboursés étaient pour nos interventions opérationnelles au Nord-du-Québec.
- En 2013-2014, les déboursés réels ont été 16 % moins élevés qu'en 2012, passant de 5 423 786 \$ à 4 512 240 \$ en considérant les Projets majeurs et les Projets économiques d'envergure.
- Les déboursés réels du Compte de l'assurance-emploi ont été de 9 % moindre que le budget final prévu, totalisant 3 852 745 \$, et représentant 85,4 % de l'ensemble des déboursés réels pour 2013-2014.

- Les déboursés réels du Compte de l'assurance-emploi ont été 20 % moins élevés qu'en 2012, passant de 4 799 151 \$ à 3 852 745 \$ en 2013.
- Les déboursés réels du Fonds du Québec pour 2013-2014 ont connu une hausse de 5,5 % comparativement à l'exercice 2012-2013, en s'établissant à 659 504 \$, soit 14,6 % des déboursés totaux réels. Des ajustements financiers ont été apportés au Fonds durant l'année pour soutenir la poursuite de projets ayant nécessité un montant de 48 008 \$ supplémentaire.

ÉVOLUTION DE LA RÉPARTITION BUDGÉTAIRE DU FDMT DU NORD-DU-QUÉBEC POUR 2013-2014



PEE : Projets économiques d'envergure
PM : Projets majeurs

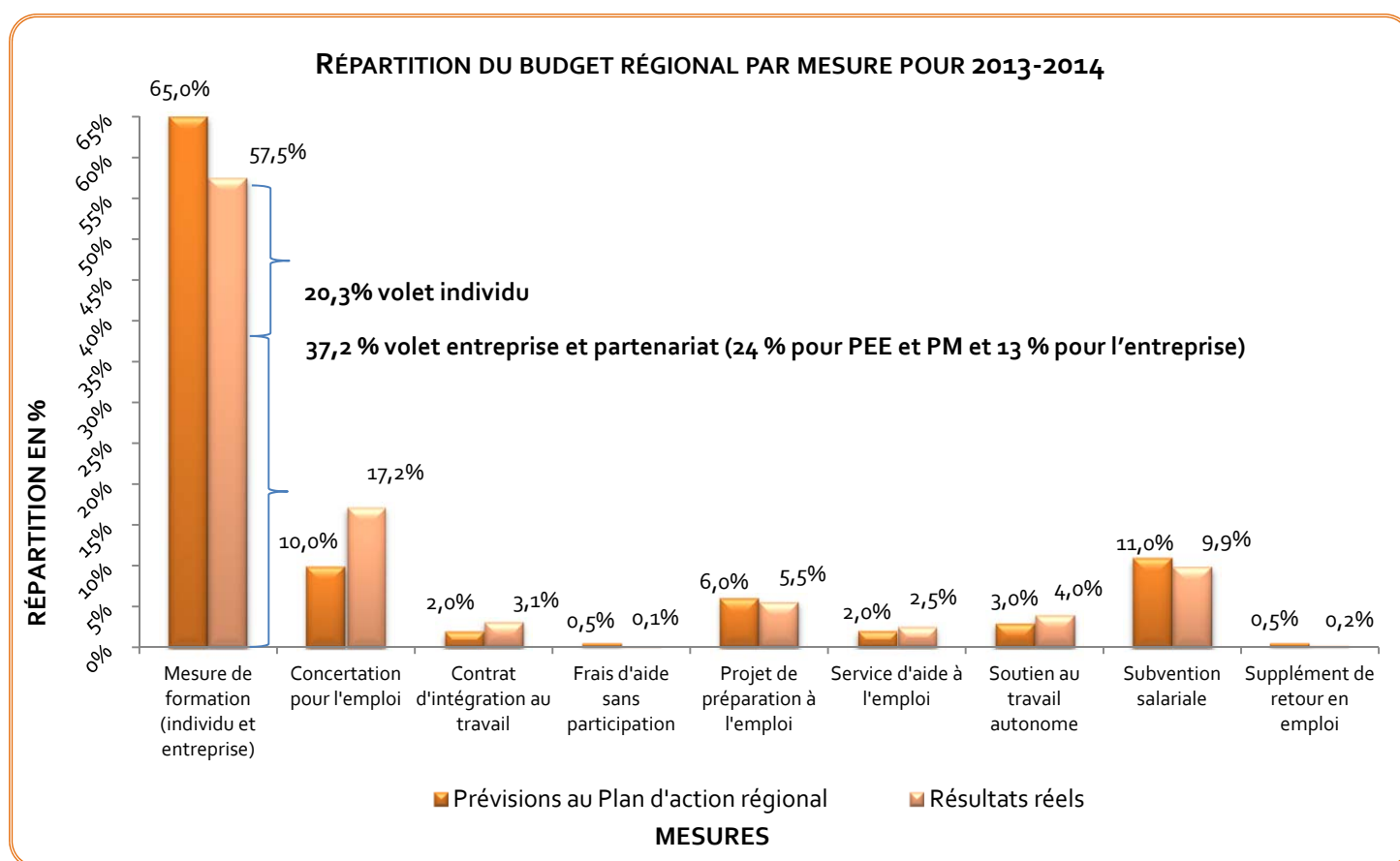
■ Fonds du Québec ■ Compte de l'assurance-emploi ■ Total

Répartition du budget régional initial et du budget réel par mesure pour 2013-2014

Le tableau ci-après présente un comparatif des prévisions de la répartition du budget régional initial par mesure au Plan d'action régional et la ventilation en pourcentage des déboursés réels.

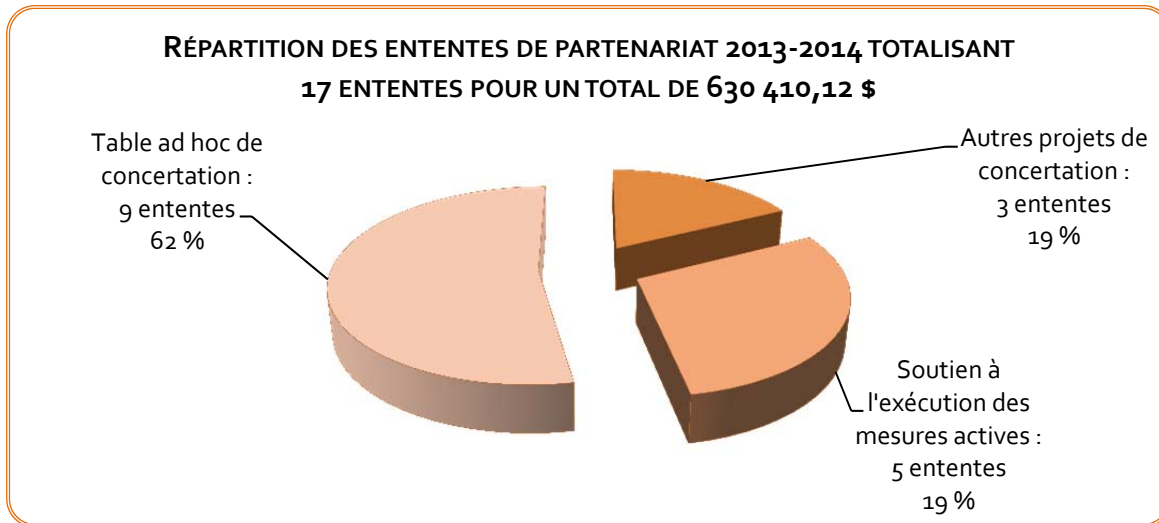
- Au total, il y a eu 2 599,2 k\$ de déboursés réels pour la mesure de formation (MFOR) pour les entreprises et les individus, soit 57,5 % des déboursés réels du Fonds de développement du marché du travail (FDMT). Toutefois, les PEE et les PM représentent 42 % des déboursés liés aux mesures de formation (MFOR), soit 1 091,1 k\$, et 24 % des déboursés totaux du FDMT.
- 65 % des déboursés en MFOR entreprises proviennent des mesures de formation pour les PEE et les PM, alors que l'ensemble des autres interventions en MFOR entreprises comptent pour 35 %.
- 37 % du budget de la mesure de formation a été octroyé au volet formation en entreprises, dont 24 % pour les PEE et les PM, alors que 20 % était destiné aux individus en formation ayant un soutien du revenu et aux achats de formation auprès des établissements d'enseignement.

- Les déboursés liés à des projets de Concertation pour l'emploi sont 7,2 % plus élevés que prévu et représentent 776 k\$, soit 17,2 % des déboursés du FDMT, constitués des CPE en partenariat (14 %), des CPE en entreprises (2,5 %) et des CPE en innovation (0,7 %).
- 81 % des déboursés des mesures de CPE sont en matière de partenariat dont 35 % proviennent des partenariats particuliers majeurs soutenus par la Direction du budget d'Emploi-Québec, alors que les CPE de partenariat courant représentent 46 % des déboursés des interventions de CPE.
- Les déboursés en matière de Contrat d'intégration au travail (CIT) ont été légèrement plus élevés que prévu, soit de 1,1 %, étant donné l'évolution des besoins.
- Les déboursés visant les subventions salariales représentent 2 % de moins que prévu, représentant 9,9 % du budget planifié.



LES ENTENTES DE PARTENARIAT

En 2013-2014, la Direction régionale d'Emploi-Québec du Nord-du-Québec a alloué **630 410,12 \$** en soutien pour la réalisation de **17 ententes de partenariat**, alors que l'année précédente comptait **14 ententes** et un déboursé de **439 214 \$**. Il s'agit d'une hausse monétaire de 43,5 % et de 2 ententes de plus. Toutefois, cette variation provient essentiellement des ententes de CPE pour des partenariats particuliers avec l'ARK et l'ARC totalisant 270,6 k\$ dans le cadre du développement nordique. Le graphique ci-après présente la répartition des ententes de partenariat en **2013-2014**.



NOS RÉALISATIONS EN PARTENARIAT

ATTRACTION ET PROMOTION D'EMPLOI

CONFÉRENCES SUR LES MEILLEURES PRATIQUES D'AFFAIRES (MPA) EN PARTENARIAT AVEC LE MINISTÈRE DES FINANCES ET DE L'ÉCONOMIE (MFE) ET LE CENTRE D'ENTREPRENEURSHIP NORDIQUE (CEN)

- Conférence MPA sur la Gestion prévisionnelle des ressources humaines. Cette conférence s'est tenue à Chibougamau le 22 octobre 2013 et à Lebel-sur-Quévillon le 23 octobre pour un total de 24 participants.
- Conférence MPA sur l'Amélioration continue : une stratégie d'entreprise. Tenue à Chibougamau et par visioconférence à Radisson le 11 février 2014, cette conférence regroupait 10 personnes.
- Conférence MPA sur le Leadership et la mobilisation des personnes tenue à Chibougamau le 4 mars 2014 a réuni 16 participants.

PROJET PILOTE TRANSITION DE L'ÉCOLE À LA VIE ACTIVE (TEVA) VISANT L'INTÉGRATION SOCIALE ET DU MARCHÉ DU TRAVAIL DES PERSONNES ATTEINTES DE LIMITATIONS FONCTIONNELLES (initié au sein de l'école secondaire La Porte du Nord de Chibougamau, en mai 2012)

- Poursuite du projet qui consiste à offrir aux jeunes de 16 à 21 ans, ayant des limitations, une classe-appartement leur permettant l'apprentissage de l'autonomie résidentielle en complément des apprentissages académiques. De plus, les étudiants participent à un projet entrepreneurial de service de buanderie et de service de préparation de repas pour emporter. Cependant, l'entente administrative s'est terminée le 30 juin 2014.

COMITÉ CONDITION FÉMININE BAIE-JAMES

- Participation d'Emploi-Québec au soutien des activités du Comité condition féminine Baie-James.
- Session de formation « L'employabilité au féminin en Jamésie », le 5 février 2014, regroupant une vingtaine de participantes.

TABLE JAMÉSIENNE POUR L'INTÉGRATION ET LE MAINTIEN EN EMPLOI DES PERSONNES HANDICAPÉES

- Emploi-Québec coordonne la Table et collabore en partenariat avec des organismes d'insertion sociale à la réalisation d'activités de promotion de l'intégration des personnes handicapées en entreprise.
- Établissement du plan d'action 2014-2017 pour la phase II de la stratégie des personnes handicapées.
- Poursuite des activités du plan d'action 2013-2014 pour conclure la phase I et établissement de la phase II de la Stratégie des personnes handicapées 2014-2017.

SEMAINE QUÉBÉCOISE DE L'ORIENTATION (SQO) 2013, EN PARTENARIAT AVEC LES INSTANCES DE FORMATION ET LES ORGANISMES DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

- Plusieurs activités semblables visant la SQO se déroulaient sur le territoire jamésien.
- Souper-carrière afin de faire connaître les professions et les métiers en demande, regroupant près de 50 professionnels et une centaine d'étudiants.
- Deux conférences concernant la persévérance scolaire auxquelles plus de 150 personnes ont assisté.
- Des ateliers d'information furent aussi réalisés dans le milieu scolaire.

PARTENARIAT DE SOUTIEN DES MESURES ACTIVES

ENTENTE DE PARTENARIAT AVEC ATTRACTION NORD.

ENTENTE DE PARTENARIAT AVEC LE RÉSEAU JAMÉSIEN DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL (RJDS).

ENTENTE DE PARTENARIAT AVEC LE CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE LA JAMÉSIE (CJEJ), VOLET SÉJOUR EXPLORATOIRE 2013-2014.

ENTENTES AVEC L'ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK (ARK).

ENTENTE DE PARTENARIAT AVEC LA TABLE JAMÉSIENNE D'INTÉGRATION ET DE MAINTIEN EN EMPLOI DES PERSONNES HANDICAPÉES.

ENTENTE DE PARTENARIAT AVEC LA TABLE JAMÉSIENNE POUR LA SOLIDARITÉ ET L'INCLUSION SOCIALE (TJSIS).

ENTENTE DE PARTENARIAT AVEC LA TABLE JAMÉSIENNE DE CONCERTATION MINIÈRE (TJCM).

ENTENTE DE PARTENARIAT AVEC LE CENTRE D'ENTREPRENEURSHIP NORDIQUE (CEN).

ENTENTE DE PARTENARIAT AVEC LE COMITÉ CONDITION FÉMININE BAIE-JAMES (CCFBJ).

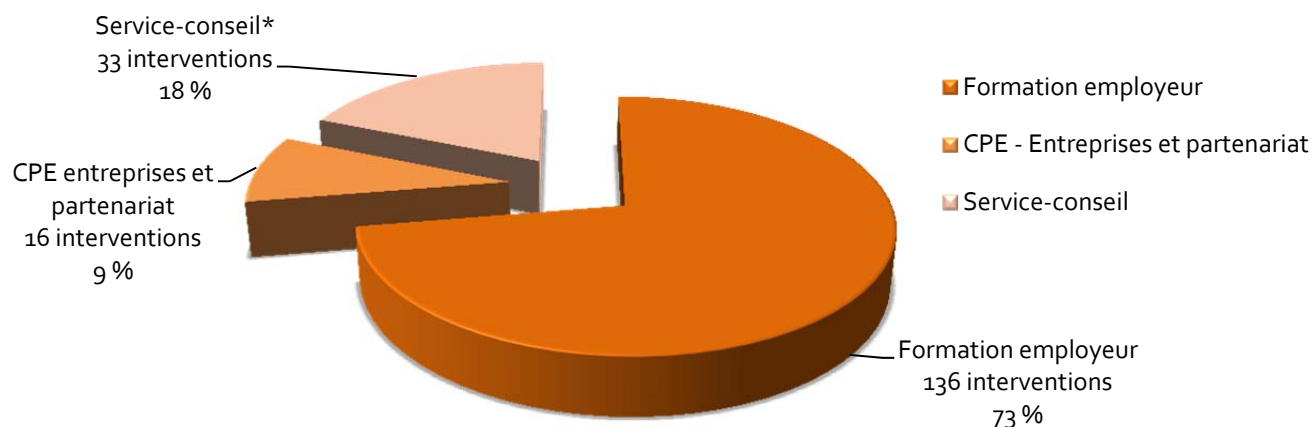
LES INTERVENTIONS AUPRÈS DES ENTREPRISES

Les données d'interventions auprès des entreprises indiquent :

- 185 interventions ont été réalisées auprès des entreprises en 2013-2014, soit 19 % de plus qu'en 2012 (156 ententes).
- Parmi les interventions réalisées 117 concernaient des entreprises distinctes comparativement à 99 en 2012-2013.
- Des 185 interventions réalisées, 136 étaient reliées à une subvention aux entreprises pour la mesure de formation (représentant 73 % des interventions), 16 en concertation pour l'emploi volet entreprise et partenariat, (représentant 9 % des interventions) et les 33 autres interventions réalisées concernaient les services-conseils offerts aux entreprises et représentent un pourcentage de 18 % des interventions réalisées.
- Le nombre d'interventions le plus élevé demeure celui auprès des entreprises de 10 employés et moins, qui représente 60 % des entreprises aidées, suivi des entreprises ayant de 11 à 25 employés représentant 23,3 %.

Le graphique ci-après présente les interventions faites auprès des entreprises selon les mesures, au cours de l'exercice 2013-2014.

Répartition des interventions auprès des entreprises par mesures pour 2013-2014 (185 interventions)



*Les services-conseils n'entraînent aucun déboursé financier

Bilan des résultats 2013-2014

Indicateurs	Cibles	Résultats	Taux d'atteinte régional	Taux d'atteinte provincial
Indicateur 1 : Nombre de nouveaux participants aux interventions des services publics d'emploi	863	1017	118 %	112,9 %
Indicateur 2 : Nombre de personnes en emploi après avoir bénéficié d'une intervention des services publics d'emploi	483	515	106,6 %	108,3 %
Indicateur 3 : Nombre de nouveaux participants aux interventions des services publics d'emploi, clientèle des programmes de l'assistance sociale	176	281	159,7 %	105,7 %
Indicateur 4 : Nombre de participants de la clientèle des programmes d'assistance sociale en emploi après avoir bénéficié d'une intervention des services publics d'emploi	91	112	123,1 %	96,8 %
Indicateur 5 : Nombre de nouveaux participants aux interventions des services publics d'emploi, participant de l'assurance-emploi	384	480	125 %	127 %
Indicateur 6 : Nombre de participants de l'assurance-emploi en emploi après avoir bénéficié d'une intervention des services publics d'emploi	135	183	135 %	108,1 %
Indicateur 7 : Nombre d'entreprises nouvellement aidées par les interventions des services publics d'emploi	103	117	113,6 %	107,9 %
Indicateur 8 : Nombre de nouveaux participants aux stratégies du Cadre de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre	35	36	102,9 %	93,7 %
Indicateur 9 : Nombre de sorties de l'aide financière de dernier recours	298	352	118,1 %	96,7 %
Indicateur 10* : Délai moyen de traitement des nouvelles demandes d'aide financière de dernier recours déposées à l'attribution initiale (en jours ouvrables)	10	ND	ND	ND
		Résultat régional	Résultat provincial	
Indicateur 11* : Ratio de plaintes (proportion de plaintes)	25 %	ND	ND	ND
Indicateur 12* : Pourcentage de décisions modifiées aux services de solidarité sociale à la suite d'une demande de révision	21,0 %	ND	ND	ND

* Les données n'étaient pas disponibles au moment de l'adoption du document.

Outre le bilan des réalisations, les interventions d'Emploi-Québec du Nord-du-Québec sont également régies sur la base de 12 indicateurs de gestion permettant de dresser un portrait des résultats des actions réalisées auprès des clientèles. Les indicateurs utilisés visent à assurer un suivi aux interventions que posent les centres locaux d'emploi et la direction régionale. Ainsi, cette section présente les résultats pour chacun des indicateurs de gestion selon les orientations et les axes d'interventions stratégiques du Ministère. Toutefois, durant l'année 2013-2014, certains indicateurs ont été suspendus et ne présentent donc aucun résultat disponible au moment de l'adoption du Bilan annuel des résultats 2013-2014.

RÉSULTATS GLOBAUX D'EMPLOI-QUÉBEC DU NORD-DU-QUÉBEC POUR 2013-2014

Nous avons le plaisir de vous informer que tous les indicateurs régionaux de gestion ont dépassé les cibles régionales.

ORIENTATION 1

Prévenir les effets de la conjoncture économique sur le marché du travail et soutenir la croissance de l'emploi par l'ajustement de l'offre de service

L'année 2013-2014 s'est amorcée avec une incertitude politique et de faibles indices de relance de l'économie régionale, notamment avec la poursuite des démarches gouvernementales entourant le développement nordique. Les projets d'investissement dans le secteur minier sur le territoire demeurent le principal moteur économique pour le marché du travail au sein de la région. Ainsi, les interventions d'Emploi-Québec furent orientées en vue de favoriser la reprise économique régionale par le soutien à des projets économiques d'envergure et de projets majeurs de formation, le soutien des travailleurs licenciés collectivement et l'incitation à la participation aux mesures actives durant la période de transition.

Ainsi, Emploi-Québec a donc conclu deux ententes financières soutenant des projets économiques d'envergure de formation. L'une dans le secteur minier et l'autre dans le secteur tourisme. À cela s'ajoutent évidemment le soutien des divers programmes de formation en entreprise et les recours aux autres programmes d'Emploi-Québec qui ont également contribué à favoriser le maintien et le développement de nouveaux emplois.

ORIENTATION 2

Favoriser la participation active au marché du travail et l'emploi du plus grand nombre de personnes

Afin de favoriser la participation active des individus sur le marché du travail, le personnel d'Emploi-Québec s'est efforcé de promouvoir et de dispenser les programmes d'intervention ainsi que les services universels et spécialisés en matière d'insertion à l'emploi. Ces efforts ont donc permis de desservir 1 017 nouveaux participants aux interventions des services publics d'emploi.

INDICATEUR 1 : NOUVEAUX PARTICIPANTS AUX INTERVENTIONS DES SERVICES PUBLICS D'EMPLOI

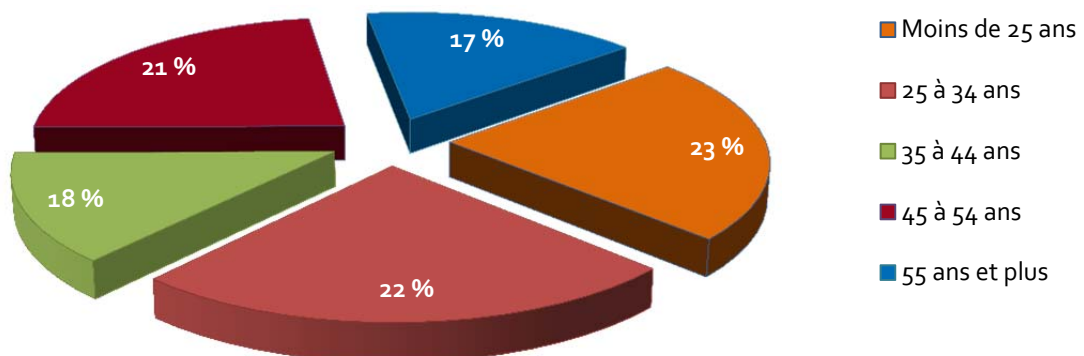
- Hausse de 26 % par rapport à 2012-2013
- 62 % sont des hommes
- 38 % sont des femmes
- 17 % sont âgés de 55 ans et plus
- Hausse de près de 60 % des participants handicapés par rapport à 2012-2013

1 017
nouveaux
participants

- 21 % sont âgés entre 45 ans et 54 ans
- 23 % ont moins de 25 ans
- 5,4 % sont autochtones avec 17 participants
- Hausse de 223 % d'autochtones par rapport à 2012-2013, passant de 17 à 55 participants
- Hausse de 29 % de la clientèle monoparentale par rapport à 2012-2013

Le nombre de nouveaux participants aux interventions des services publics d'emploi nous renseigne sur le volume des nouveaux participants et aux interventions au cours d'un exercice donné.

RÉPARTITION DES NOUVEAUX PARTICIPANTS DU NORD-DU-QUÉBEC (TOTALISANT 1 017 PARTICIPANTS) SELON LE GROUPE D'ÂGE POUR L'ANNÉE 2013-2014



INDICATEUR 2 : NOMBRE DE PERSONNES EN EMPLOI SUITE À UNE INTERVENTION DES SERVICES PUBLICS D'EMPLOI



Le principal effet recherché par les services offerts est que les personnes aidées se trouvent un travail et qu'elles puissent ensuite poursuivre leur développement en emploi. Cet indicateur permet alors de mesurer l'efficacité des interventions par le nombre de personnes ayant occupé ou occupant un emploi après avoir bénéficié d'une intervention.

INDICATEUR 3 : NOMBRE DE NOUVEAUX PARTICIPANTS AUX INTERVENTIONS DES SERVICES PUBLICS D'EMPLOI, CLIENTÈLE DES PROGRAMMES DE L'ASSISTANCE SOCIALE



Cet indicateur comptabilise les nouveaux participants aux interventions d'Emploi-Québec qui étaient prestataires des programmes de l'assistance sociale.

INDICATEUR 4 : NOMBRE DE PARTICIPANTS DE LA CLIENTÈLE D'ASSISTANCE SOCIALE EN EMPLOI APRÈS AVOIR BÉNÉFICIÉ D'UNE INTERVENTION DES SERVICES PUBLICS D'EMPLOI



Cet indicateur vise à mesurer le nombre de prestataires de l'assistance sociale qui ont occupé ou qui occupaient un emploi à la suite de l'intervention. Ce dernier permet aussi d'évaluer l'impact que peuvent avoir les interventions des services publics quant aux retours sur le marché du travail.

INDICATEUR 5 : NOMBRE DE NOUVEAUX PARTICIPANTS AUX INTERVENTIONS DES SERVICES PUBLICS D'EMPLOI, PARTICIPANT DE L'ASSURANCE-EMPLOI

- Hausse de 3,5 % par rapport à 2012-2013
- 66 % sont des hommes
- 34 % sont des femmes
- Hausse de 100 % d'autochtones passant de 7 à 14 participants pour 2013
- Hausse de 5 % des 55 ans et plus par rapport à 2012-2013

480
nouveaux
participants

- Statique chez les moins de 25 ans qui représente toujours 14 % des participants avec 68 individus
- Hausse de 84 % de participants admissibles à l'assistance sociale par rapport à 2012-2013, soit 42 de plus
- Hausse de 54 % des 35-44 ans par rapport à 2012-2013, soit 37 de plus
- Hausse de 72 % de la clientèle handicapée par rapport à 2012-2013

Cet indicateur vise à comptabiliser les nouveaux participants aux interventions d'Emploi-Québec inscrits comme prestataires actifs ou participants admissibles à l'assurance-emploi. Aux fins du suivi de cet indicateur, seules les mesures reconnues dans le cadre de l'Entente de mise en œuvre Canada-Québec relative au marché du travail sont retenues.

INDICATEUR 6 : NOMBRE DE PARTICIPANTS DE L'ASSURANCE-EMPLOI EN EMPLOI APRÈS AVOIR BÉNÉFICIÉ D'UNE INTERVENTION DES SERVICES PUBLICS D'EMPLOI

- Hausse de 14 % par rapport à 2012-2013, soit 26 de plus

183
participants

- Représente 38 % des nouveaux participants de l'assurance-emploi aux interventions d'Emploi-Québec

Cet indicateur correspond au nombre de participants à l'assurance-emploi qui ont occupé ou qui occupent un emploi après une intervention reconnue dans le cadre de l'Entente de mise en œuvre Canada-Québec relative au marché du travail.

ORIENTATION 3

Contribuer à l'amélioration de la productivité et de la capacité d'adaptation des entreprises aux changements

Dans le cadre de cette orientation, le Service aux entreprises a réalisé plusieurs activités. En effet, citons la conclusion de 117 ententes visant des mesures et des services dédiés aux nouvelles entreprises ainsi que la collaboration à la réalisation de plusieurs conférences visant l'amélioration de la productivité et la capacité organisationnelle d'adaptation. Mentionnons, à titre d'exemple, la réalisation de trois conférences sur les meilleures pratiques de gestion concernant l'image d'employeur de choix, le leadership, le coût de revient et la prise de décision stratégique.

Ces activités ont permis de rehausser les connaissances des entreprises participantes, favorisant d'autant leur productivité et leur capacité d'adaptation. Des activités de démarchage en entreprise ont aussi été réalisées par les conseillers aux entreprises afin de soutenir le développement et l'amélioration des compétences des entreprises de la région.

INDICATEUR 7 : NOMBRE D'ENTREPRISES NOUVELLEMENT AIDÉES PAR LES INTERVENTIONS DE SERVICES PUBLICS D'EMPLOI



Cet indicateur permet de distinguer le nombre de nouvelles entreprises aidées par rapport aux nombres d'ententes réalisées avec les entreprises.

INDICATEUR 8 : NOMBRE DE NOUVEAUX PARTICIPANTS AUX STRATÉGIES DU CADRE DE DÉVELOPPEMENT ET DE RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES DE LA MAIN-D'OEUVRE



Cet indicateur comptabilise le nombre de nouveaux participants à des stratégies du Cadre de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre, dont le Programme d'apprentissage en milieu de travail (PAMT). Par ailleurs, mentionnons qu'à la suite des changements de la procédure de comptabilisation, les comités sectoriels de main-d'œuvre doivent intégrer certaines de leurs interventions en matière de PAMT et de reconnaissance des compétences dans les informations de gestion des régions concernées.

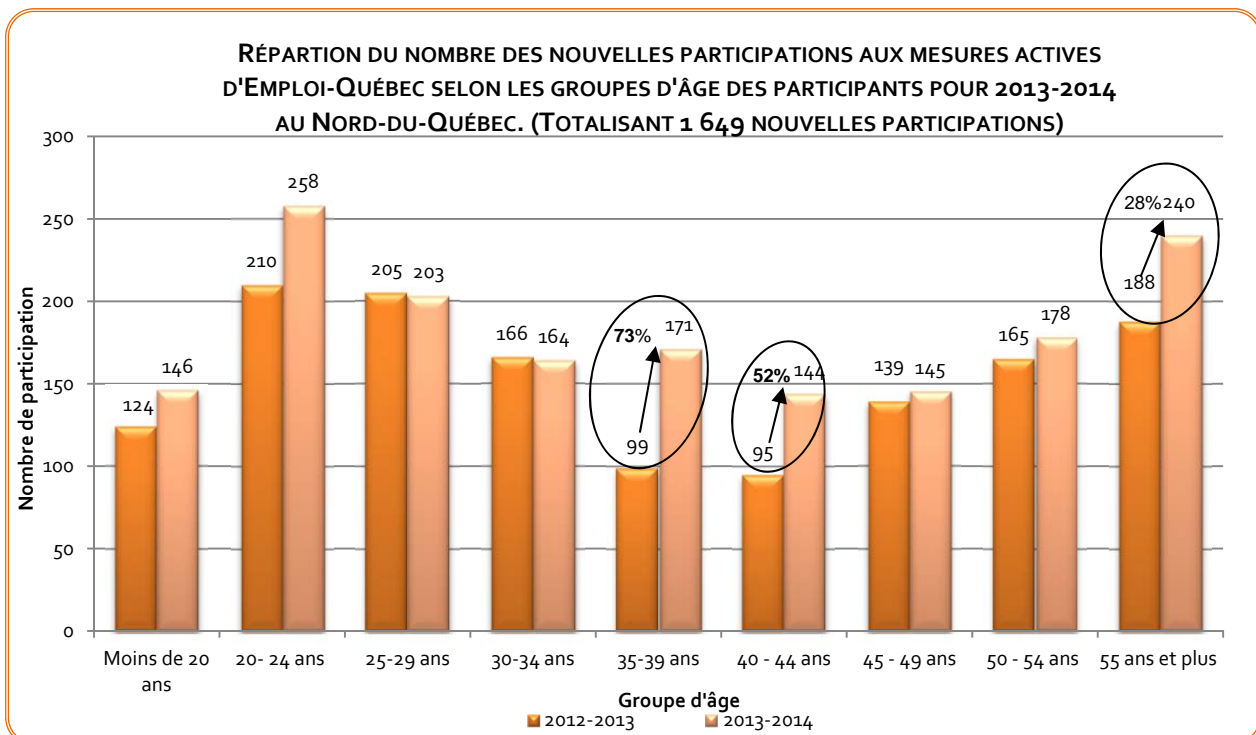
ORIENTATION 4

Offrir les services de solidarité sociale dans une perspective d'insertion en emploi et soutenir la mobilisation des milieux en faveur de la solidarité et de l'inclusion sociale, tout en accordant un soutien du revenu aux personnes qui bénéficient des divers programmes d'aide financière

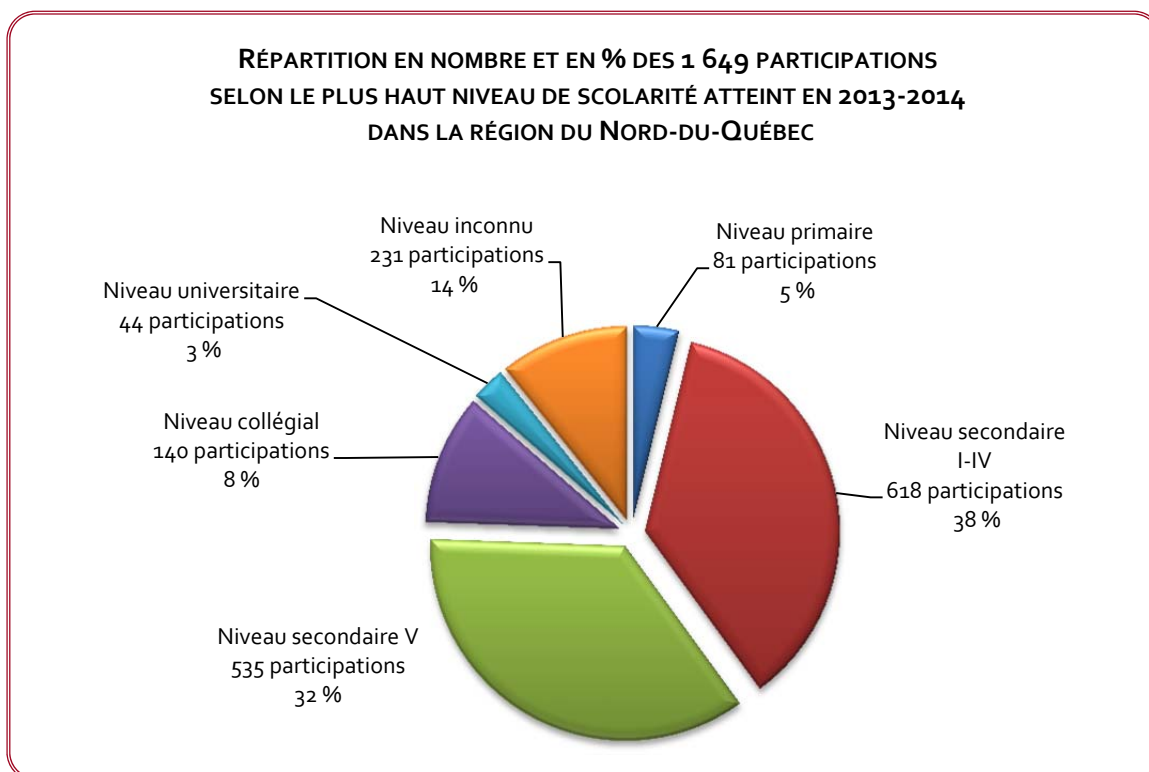
PORTRAIT DES 1 649 PARTICIPATIONS* AUX MESURES ACTIVES D'EMPLOI-QUÉBEC DU NORD-DU-QUÉBEC
(*notez qu'un participant peut participer à plusieurs mesures actives)

- La clientèle de l'assurance-emploi représente 64 % des participations, alors que celle de l'assistance sociale en représente 33 %.
- Hausse de 18,5 % du nombre de participations aux mesures actives, totalisant 1 649 nouvelles participations en 2013-2014, par rapport à 1 391 en 2012-2013.
- La plus forte hausse des participations, soit de 73 %, appartient à la clientèle âgée de 35 à 39 ans. La deuxième hausse s'applique aux 40-44 ans, avec une augmentation de 52 % de participation. La clientèle des 55 ans et plus a aussi connu une augmentation, soit de 28 % cette année.
- La seule baisse des participations enregistrée est de 1,2 % et touche la clientèle âgée de 25 à 29 ans.

La répartition selon les groupes d'âge des nouvelles participations est présentée dans le graphique ci-après.



En ce qui a trait à la répartition des participations selon le niveau de scolarité, le graphique ci-dessous permet de faire ressortir certains éléments.



- La tendance veut que les individus ayant atteint un niveau de scolarité de secondaire I-IV et V soient ceux qui ont le plus de participations aux mesures actives, représentant respectivement 38 % et 32 % des participations totales pour 2013-2014.
- La clientèle ayant une scolarité de niveau universitaire demeure toujours le groupe connaissant le moins de participations. Il appert que plus le niveau de scolarité est élevé, moins il y a nécessité de recourir aux mesures actives.
- La clientèle possédant un niveau de scolarité inconnu a enregistré une forte augmentation de participations aux mesures actives comparativement à l'année précédente, soit 67 %, en passant de 138 participations à 231 pour 2013-2014.

La partie jamésienne du Nord-du-Québec s'appuie toujours sur l'enveloppe budgétaire de 1 780 477 \$ octroyée pour soutenir la réalisation du Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale (PAJSIS) 2011-2015. La contribution d'Emploi-Québec à la mise en œuvre du PAJSIS s'est effectuée par la participation à la Table jamésienne pour la solidarité et l'inclusion sociale, mandatée pour assurer le suivi du plan d'action et pour entamer l'analyse des besoins et des projets régionaux à venir.

Emploi-Québec du Nord-du-Québec a poursuivi ses interventions initiées en 2012-2013, s'inscrivant dans la perspective selon laquelle le travail est le meilleur moyen de réduire la pauvreté ainsi que d'assurer l'autonomie financière et l'insertion sociale des personnes aptes au travail. Ainsi, Emploi-Québec a poursuivi ses efforts pour dispenser des programmes tels qu'Alternative jeunesse, Jeunes en action et le Programme d'aide et d'accompagnement social afin d'encourager les personnes à réaliser des activités qui leur permettent d'acquérir ou de recouvrer leur autonomie personnelle, sociale et professionnelle.

Dans le cadre de la Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées, Emploi-Québec du Nord-du-Québec poursuit toujours la coordination de la Table jamésienne pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées. Les actions de cette table sont orientées vers l'échange d'information, la concertation avec différents organismes, la promotion, les programmes de soutien, l'identification et l'analyse des problématiques d'intégration au travail des personnes handicapées ainsi que le soutien à la réalisation de projets régionaux visant l'intégration au travail de ces personnes. D'ailleurs, des activités du projet pilote « TEVA », programme de transition de l'école à la vie active dispensé à l'école secondaire la Porte-du-Nord de la Commission scolaire de la Baie-James, se sont poursuivies. Emploi-Québec du Nord-du-Québec a maintenu sa contribution à ce programme par le biais d'une entente administrative conclue en janvier 2013 avec des partenaires régionaux et du milieu. Toutefois, cette entente est venue à échéance le 30 juin 2014.

INDICATEUR 9 : NOMBRE DE SORTIES DE L'AIDE FINANCIÈRE DE DERNIER RECOURS



L'indicateur du nombre de sorties de l'aide de dernier recours représente le volume des sorties de l'aide financière de dernier recours pour deux mois consécutifs et plus pour l'exercice courant.

ORIENTATION 5

Revoir et optimiser le partenariat, les processus de travail, la prestation de services et l'organisation territoriale d'Emploi-Québec

Considérant la situation économique et l'évolution du marché du travail, Emploi-Québec cherche continuellement à parfaire et à moderniser ses mesures d'intervention pour diversifier les modes de prestation de ses services afin d'assurer la qualité de ses interventions. L'amélioration continue nécessite de poursuivre le recours et l'avancement des technologies de l'information, l'optimisation des modes de gestion des services et la réorganisation territoriale du réseau. D'ailleurs, afin d'optimiser les indicateurs d'efficacité de la gestion des programmes et mesures, de nouveaux indicateurs sont en développement depuis le deuxième semestre de 2013. Ce faisant, il n'est pas plus possible d'utiliser les anciens indicateurs visant la gestion de processus d'Emploi-Québec.

